

JÉRÔME MATHIS

COMBIEN VAUT UNE VIE ?

LA FINANCE AU CŒUR DE NOS VIES
TOME 2

Photographie de quatrième de couverture : © Céline Bliss

ISBN : 979-10-359-5573-1

Dépôt légal – 1ère édition : 2021, juin

Toute reproduction ou représentation totale ou partielle doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'auteur.

© 2021, Le Tremplin des Idées

DU MÊME AUTEUR

La finance au cœur de nos vies. Tome 1 : La course au profit nuit-elle à l'intérêt commun ?, éd. Le Tremplin des idées, 2017.

Théorie des jeux et des contrats, (avec Franck Bien et Thomas Lanzi), éd. Pearson, 2019.



LA FINANCE AU CŒUR DE NOS VIES *Tome 1: La course aux profits nuit-elle à l'intérêt commun ?*



"Jérôme Mathis montre qu'il n'est point besoin de sacrifier la rigueur et la réflexion pour rendre l'économie passionnante. Un vrai plaisir de lecture!" - Jean Tirole, prix Nobel d'Économie

amazonkindle kobo Google Play iBooks fnac

Pour suivre et contacter l'auteur :

Blog: www.jeromemathis.fr

Facebook: [@JeromeMathisEconomiste](https://www.facebook.com/JeromeMathisEconomiste)

Email : jerome.mathis@dauphine.psl.eu

Introduction

« J'ai appris qu'une vie ne vaut rien, mais que rien ne vaut une vie »

ANDRÉ MALRAUX,
Les Conquistadors, 1928

« Mais la vie n'a pas de prix ! » est la première réponse communément obtenue des citoyens interrogés sur la valeur monétaire de la vie. Une réponse affirmée avec encore plus d'assurance par ceux qui dénoncent la tendance malsaine de nos économies de marché à attribuer un prix à tout (l'environnement, la santé, l'éducation, la sécurité, l'art, la science...).

L'observation de notre organisation sociale nous force pourtant à ne pas balayer la question de cette valeur d'un revers de main. Ceux dont les métiers confèrent une responsabilité en la matière en savent quelque chose. Posez la question à un directeur d'hôpital, un urbaniste chargé d'aménager la voirie, un inspecteur des normes de sécurité sur les chantiers, un administrateur de la Caisse primaire d'assurance maladie, un juge, un maire, un ministre, un assureur, un membre de la Cour des comptes, un général d'armée ou un gestionnaire du Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme. Tous vous répondront qu'effectivement la vie peut, en certaines circonstances, être exprimée en valeur monétaire, et qu'a fortiori : « la vie a bien un prix ». En revanche, personne ne vous donnera le même montant. Nos vies ont des prix multiples avec des inégalités criantes. Car l'évaluation pécuniaire de la vie diffère non

seulement d'un pays à l'autre, mais également au sein même du territoire français, entre les administrations.

Arrêtez-vous un instant, et posez-vous cette question : combien vaut une vie ?

À titre personnel, de quel niveau de patrimoine ou de richesse seriez-vous prêts à vous dessaisir pour vivre en définitive cinq années supplémentaires ? Combien estimez-vous que la société devrait dépenser pour sauver un inconnu ? Combien d'emplois la France aurait-elle dû sacrifier dans sa lutte contre l'épidémie du Covid-19 ?

Vos réponses ne seront assurément plus les mêmes une fois la lecture de ce livre achevée.

CHAPITRE

1. Le prix de la vie devant les tribunaux

« Que toute loi soit claire, uniforme et précise : l'interpréter, c'est presque toujours la corrompre. »

VOLTAIRE,
Dictionnaire philosophique : Tome 2, 1767

La France peut se targuer de disposer du code juridique le plus connu et le plus imité dans le monde : le Code napoléonien. Le droit français découle d'une tradition « civiliste » (inspirée du Code civil) dont le modèle séduit par sa logique. Le gouvernement et le parlement édictent des règles sous forme de textes écrits (décrets et lois) que les tribunaux appliquent.

Cette procédure est héritée du droit romain et des coutumes germaniques. Elle est utilisée par les pays d'Europe continentale et par la majorité de leurs anciennes colonies. Le droit « romano-germanique » a été ainsi implanté en Amérique latine et dans un grand nombre de pays asiatiques et africains (dont certains l'ont mêlé à des droits coutumiers ou religieux).

Ce système juridique, bien que le plus répandu dans le monde a néanmoins un concurrent international : la *Common law* (dont une traduction littérale est « loi commune »). Historiquement issues du droit anglais, ses règles sont principalement édictées par les tribunaux au fur et à mesure des décisions de justice, si bien que la jurisprudence (et non la législation) constitue la principale source du droit. Les juges se voient ainsi confier une plus grande marge de manœuvre, avec pour seule contrainte de satisfaire une « règle du précédent » selon laquelle leurs décisions doivent s'inscrire en cohérence avec les verdicts antérieurs. Ce modèle prévaut au sein

des nombreuses anciennes colonies britanniques (Australie, Canada, États-Unis, Nigeria, Nouvelle-Zélande, Inde...).

Dans un système comme dans l'autre, la jurisprudence vient compléter l'éventuel manque de législation. Dans le premier, elle s'apparente à une fine couche de vernis appliquée à une architecture colossale de textes codifiés. Elle satisfait ainsi la maxime de Voltaire, mise en exergue, qui appelle à limiter le pouvoir d'interprétation des juges. Celle-ci reprend la vision de Montesquieu, formulée quelques décennies auparavant dans le livre XI de *L'esprit des lois*, selon laquelle il est impératif de séparer le pouvoir judiciaire du pouvoir législatif, et de réduire ainsi les juges à un rôle passif par lequel ils ne sont que : « *la bouche qui prononce les paroles de la loi* ».

Dans le second système, la jurisprudence prend au contraire la forme d'un immense amas greffé à un minuscule noyau de textes parlementaires. Ce que dit le juge devient le droit. La doctrine sous-jacente est que les juges doivent être crédités d'un fort pouvoir d'initiative afin d'adapter le droit à un monde en perpétuelle mutation. Quitte à opérer à des choix éthiques, voire politiques, sans obligation de motiver leurs décisions.

En somme, dans les pays de droit romano-germanique, les juges se limitent globalement à appliquer la loi, tandis qu'ils la créent dans les pays du Commonwealth. Cette différence de pratique, suivant que la loi résulte de concepts abstraits maniés depuis un hémicycle parlementaire ou, au contraire, de la perception concrète d'un tribunal aux prises avec la réalité du terrain, a des répercussions fondamentales sur le sort des justiciables. Particulièrement en matière d'indemnisation des victimes ou de leurs ayants droit. La charge de la preuve, le recours collectif, les dommages punitifs et compensatoires sont autant de pratiques qui,

comme nous allons le voir, pèsent considérablement sur les décisions de justice prononcées de part et d'autre de l'Atlantique. En témoigne le cas emblématique des procès initiés à l'encontre de l'industrie du tabac, qui y prennent une tournure diamétralement opposée.

Le cas emblématique des procès du tabac

LA « VEUVE DE FLORIDE » FACE À L'INDUSTRIE DU TABAC

Lorsqu'en 2008, la veuve d'un fumeur décédé d'un cancer du poumon assigne en justice un fabricant de cigarettes pour obtenir réparation, elle somme les tribunaux de se prononcer sur une question pour le moins inconfortable : « Combien vaut une vie ? »

La veuve Cynthia Robinson, mère de deux adolescents, aura hésité huit longues années à porter l'affaire devant les tribunaux de l'État de Floride aux États-Unis. Il faut dire qu'à ses yeux, ce procès s'apparente au combat de David contre Goliath.

D'un côté, la famille afro-américaine du défunt, Michael Robinson, ancien docker et conducteur de bus. Fumeur depuis l'âge de 13 ans, de nombreuses personnes peuvent témoigner de son habitude d'allumer sa cigarette avec le mégot encore étincelant de la précédente.

De l'autre, le géant Reynolds Tobacco, deuxième plus gros cigarettier du pays, propriétaire des marques Camel, Kool, Pall Mall et Winston. Après une intense activité de lobbying, il est parvenu à faire rejeter par cet État du Sud la possibilité d'un recours collectif (« class action ») porté par 700 000 fumeurs et

leurs familles, au seul prétexte que les fumeurs auraient des habitudes trop disparates pour être regroupées.

Un cabinet d'avocat spécialiste des lésions corporelles a pourtant réussi à convaincre la veuve réfractaire. L'âge précoce du mari au moment de son décès, 36 ans à peine, exalte l'enthousiasme des avocats. Le cabinet entend faire valoir combien l'industrie du tabac s'obstine à ne pas informer convenablement des dangers de la cigarette et, au contraire, à rendre les fumeurs le plus dépendants possible. Le stratagème consiste à détourner le jury de la question de la responsabilité individuelle de Michael Robinson, pour l'orienter sur l'aspect de la manipulation de l'information par le cigarettier.

À l'été 2014, cette stratégie est déployée au cours de chaque séance, durant quatre interminables semaines de procès. Des experts de tout horizon sont appelés à la barre. Des chimistes, qui expliquent que l'industrie serait en mesure de fabriquer des cigarettes moins nocives, mais qu'elle s'y refuse, préférant incorporer des substances addictives, et même des agents de saveurs pour attirer les adolescents. Des économistes, faisant état des profits mirobolants de cette industrie et mentionnant les onze milliards de cigarettes fumées chaque jour dans le monde, soit quotidiennement l'équivalent d'une cigarette longue de vingt fois la circonférence de la terre. On convie même un historien de l'université de Stanford, exposant sa démonstration de plus de 100 millions de décès au cours du XXe siècle, et projetant que la cigarette pourrait tuer un milliard de personnes au XXIe siècle si rien ne change.

Le 19 juillet, toutes les parties prenantes occupent le tribunal. Dans l'attente du verdict, on distingue différents groupes agglutinés dans divers recoins du palais de justice. Les avocats de

la défense évoquent à voix basse les arguments qui semblent avoir fait mouche. Ils partagent leurs pronostics plus ou moins optimistes. Durant le procès, ils n'ont eu de cesse de marteler que le grand public connaissait les méfaits de la cigarette depuis belle lurette. Du moins, bien avant que le défunt n'allume sa première cigarette. Soulignant que chacun est responsable de ses propres habitudes, ils n'ont pas hésité à mettre en cause l'hygiène déplorable de la victime. Alléguant qu'il serait bien trop facile de se défausser de la paternité d'un comportement à risque et d'en tenir pour responsable des tiers. L'un d'eux avait même usé d'une formule qui avait provoqué sur l'audience son petit effet : « Les producteurs d'alcool et les constructeurs automobiles doivent-ils être assignés en justice à chaque accident de la route causé par un chauffard en état d'ivresse ? »

Les avocats de la partie civile, quant à eux, se tiennent près de la famille. Plutôt que de se risquer à des pronostics, ils se remémorent l'expression des jurés, après telle ou telle plaidoirie. En cette fin de matinée, des cousins venus de loin pour apporter leur soutien continuent d'arriver. L'ambiance est moins pesante qu'à l'enterrement de la victime, il y a près d'une décennie déjà. Elle n'est pas celle d'un mariage pour autant.

Cela fait maintenant quinze heures que le jury de l'État de Floride délibère à huis clos. À ce stade, le grand hall toujours occupé est plongé dans le silence. Les groupes se sont désagrégés au gré des bancs dispersés le long de la salle des pas perdus.

Sur l'un d'eux se trouve la veuve de Michael Robinson. Ses jambes sont lourdes et ses pensées partagées. D'un côté, elle se dit que ce procès s'est avéré largement plus éprouvant que ce que ses avocats lui avaient laissé imaginer. Et que sur la liste de ses échecs personnels, elle se passerait volontiers d'y ajouter celui de la perte

d'un procès. De l'autre, elle se reconforte à l'idée d'avoir au moins tenté d'honorer la mémoire de son défunt mari en réclamant justice. Elle regrette toutefois que ses enfants aient été exposés au portrait peu flatteur que la défense a dressé de leur père. Elle espère que certaines formules toutes faites, assénées d'un ton théâtral, ne resteront pas gravées dans leurs mémoires. Ni dans la sienne. Elle est fatiguée de tout cela. Au-dessus d'elle, l'horloge au mur rend sourd.

Non loin de celle-ci est suspendu en hauteur un grand disque cuivré, représentant le grand sceau de l'État de Floride, sur lequel son regard se porte une énième fois. Cette gravure orne le drapeau de la Floride. Elle figure sur de nombreux bâtiments officiels et habille les portières des voitures de police. Elle dépeint une scène du passé : un bateau à vapeur accoste une rive ensoleillée sur laquelle se tient, au pied d'un grand palmier, une Indienne séminole de la tribu des Creeks qui répand des fleurs sur le sol. Ce disque est encadré de l'inscription en lettres capitales : « Grand sceau de l'État de Floride. Nous croyons en Dieu. »

En 1970, la communauté indienne composée des descendants des Séminoles restés en Floride, et de ceux déportés en Oklahoma, perçut une indemnisation visant à réparer leur expropriation terrestre et le génocide perpétrés sur leurs ancêtres par l'armée américaine au cours du XIXe siècle. Douze millions de dollars. Ni plus ni moins. Combien vaut une vie au XXIe siècle ?

La résonnance du claquement d'une porte en bois à travers le hall du palais réveille brusquement les assoupis. La gesticulation de tous ne laisse aucun doute sur la communication imminente d'un verdict. Les gens s'entassent, la salle d'audience déborde. Le procureur réclame le silence. L'assemblée s'exécute. Le juge bredouille quelques formules légales et références aux textes de

loi, avant de tousser pour éclaircir sa voix puis proférer : « En conséquence, Reynolds Tobacco est condamné à verser des dommages et intérêts punitifs d'un montant de 23,6 milliards de dollars. »

À l'annonce du verdict, les avocats de la plaignante sont stupéfaits. Ceux de la défense, estomaqués. Dans l'auditoire, on s'interroge de savoir si le juge a bien parlé de « milliards » et non de « millions » ? Pour clarifier la situation, le juge relit brièvement le verdict, frappe un coup de marteau et quitte promptement une salle médusée. Une telle somme, équivalente à quatre fois le budget annuel de la Justice de l'État de Floride (et à plus du double de celui de la France), plonge l'assemblée dans un abîme de perplexité.

En 2017, la Cour Suprême de Floride rejette la demande d'appel de la multinationale. Cette décision porte un second coup de massue à l'industrie du tabac, dont l'espoir se nourrissait d'un cas précédent en Californie. En 2002, un jury de Los Angeles avait condamné Philip Morris à verser 28 milliards de dollars de dommages et intérêts punitifs à une fumeuse sexagénaire atteinte d'un cancer du poumon, avant qu'une cour d'appel ne divise en 2011 ce montant par mille, pour le ramener à 28 millions de dollars.

Outre-Atlantique, les multinationales toutes-puissantes du tabac sont donc menacées de dommages et intérêts faramineux lorsqu'elles sont montrées du doigt par des procureurs qui les rendent responsables du décès annuel d'un demi-million d'Américains. Elles doivent aujourd'hui dépenser des fortunes en frais de justice pour faire face à une fronde magistrale conduite par un lobby antitabac constitué de médecins, de scientifiques, d'associations et de victimes. Rien qu'en Floride, depuis le rejet en

2006 de la possibilité d'un recours collectif, on dénombre déjà plus de 8 000 procès intentés par les familles.

LES CIGARETTIERS À L'ABRI DES TRIBUNAUX FRANÇAIS

En France, les producteurs de cigarettes restent impunis. C'est un fait curieux quand on sait que le tabagisme est la première cause de mortalité et de cancer évitables. La proportion de fumeurs est deux fois plus importante qu'aux États-Unis, et dépasse de près de 40 % la moyenne des pays de l'OCDE. Si bien qu'on attribue au tabac la mort d'un Français sur huit et qu'on estime qu'un fumeur sur deux mourra de sa pratique. Même au cours de l'année 2020, plus de Français sont morts du tabac que du Covid-19¹.

De nombreuses associations de victimes aimeraient bien assigner en justice les multinationales qui, dans une recherche cynique du profit, commercialisent des cigarettes composées de substances chimiques extrêmement toxiques (ammoniac, arsenic, cyanure d'hydrogène, goudron, monoxyde de carbone, oxyde d'azote...). Mais leurs avocats restent découragés par l'absence de responsabilité conclue par la Cour de cassation dans les affaires opposant les familles Berger et Gurlain à la Seita, ancien monopole du tabac dans l'Hexagone et propriétaire des marques Gitanes, Gauloises, Royale et Amsterdamer.

¹Au 31 décembre 2020, la France comptabilisait 65 593 décès du Covid-19 (données du site www.worldometers.info). Par ailleurs, on estime qu'en France le tabac serait responsable de plus de 75 000 décès par an. Voir Bonaldi, C., M. Boussac et V. Nguyen-Thanh (2019) : « Estimation du nombre de décès attribuables au tabagisme, en France de 2000 à 2015 », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, 15, 278-84.